



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 51 Mai 2014

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito

Quelques vues d'Afrique sur l'Europe

France, Gabon, Rwanda

Sommet de l'Élysée contre Boko Haram

En Centrafrique Encore

Livres

Télégrammes

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain

www.lescahiersdelafrique.fr



France, Gabon, Rwanda

Le 3ème New York Forum Africa, qui vient de se tenir à Libreville du 23 au 25 mai 2014, appelle plusieurs observations intéressantes ensemble la France et le Gabon, ainsi que le Rwanda.

L'invitation adressée par le Chef de l'État gabonais au Chef de la diplomatie française et la réponse immédiatement positive de celui-ci, soulignent la qualité des relations entre Paris et Libreville.

Le ministre français y a trouvé en outre une occasion particulière d'illustrer sa volonté de mener une diplomatie économique active et de l'appliquer en la circonstance au développement de l'Afrique et des relations franco africaines.

En marge du Forum, M. Laurent Fabius s'est entretenu avec le Chef de l'État rwandais, M. Paul Kagame, en présence de leur hôte le Président Ali Bongo Ondimba. C'était la première rencontre franco rwandaise de haut niveau, depuis la crise ouverte par les accusations de participation au génocide rwandais en 1994, lancées mi avril 2014 contre la France par le Président Kagame. « Il est souhaité de part et d'autre qu'on revienne à des relations apaisées entre le Rwanda et la France », a déclaré M. Laurent Fabius. □

É
D
I
T
O

Quelques vues d'Afrique sur l'Europe

En Afrique, c'est chez les intellectuels et en particulier chez les enseignants et les journalistes, ainsi que dans les professions libérales et les milieux d'affaires, que l'on connaît le mieux les pays de l'Union européenne.

C'est chez eux aussi que la révérence ancienne pour la civilisation européenne et pour ses régimes politiques, économiques et sociaux ne cesse de se défaire, au fur et à mesure qu'ils constatent l'ampleur des crises affectant l'Europe, la

paupérisation, les atteintes aux droits de l'homme, l'appétit de certains gouvernements européens pour la guerre, et leur manière de dissimuler leur violence sous des paroles vertueuses. C'est chez eux que la propension des Européens à donner des leçons est de moins en moins tolérée.

A quelques exceptions près, les dirigeants européens ne mesurent pas l'ampleur du discrédit qui, du nord au sud du continent africain, touche la plupart d'entre eux. Il est vrai que ni leur formation initiale ni leur expérience ne les ont tournés vers l'Afrique, vers ses sensibilités et vers ses secrets. Il faut dire aussi que leurs échanges toujours formels avec la plupart des Chefs d'État africains, n'ont pas pour objet de les éclairer sur les sentiments des peuples africains. Pas plus qu'ils n'ont pour objet d'éclairer les Chefs d'État africains sur les sentiments des peuples européens.

L'ARMÉE MALIENNE ÉCHOUÉ SUR KIDAL

L'armée malienne ne parvenant pas le 21 mai à reprendre Kidal aux Touaregs du Mouvement na-

tional de libération de l'Azawad (MNLA), subit de lourdes pertes et doit se replier vers Gao.

Sommet de l'Élysée contre Boko Haram

Le Chef de l'État français a réuni le 17 mai 2014 à Paris, un sommet franco-africain contre Boko Haram, mouvement fondamentaliste musulman rebelle à l'état nigérian. Il s'agissait d'organiser une coopération active pour obtenir la libération des 200 jeunes filles enlevées à la mi-mai au lycée de Chibok dans le nord-est du Nigéria, et plus largement pour combattre et « détruire » ce mouvement. Autour du Président François Hollande et du Président du Nigéria Goodluck Jonathan, ont ainsi pris place à l'Élysée, les Chefs d'État des quatre pays voisins du Nigéria : Paul Biya pour le Cameroun, Idriss Deby Itno pour le Tchad, Thomas Boni Yayi pour le Bénin, et Mohamed Issoufou pour le Niger.

QUI A VOULU LE SOMMET DU 17 MAI ?

Le service de presse de l'Élysée a précisé que ce sommet a été organisé à la demande du Président Nigérian. Cela étant, pour qui connaît les usages diplomatiques, il est évident que le Nigérian n'aurait pas formulé de demande s'il n'avait pas reçu l'indication préalable qu'elle serait acceptée.

Cette indication préalable, si elle ne lui a pas été donnée par Paris, a pu lui être donnée par un des chefs d'état africains voisins. Mais rien n'indique que ceux-ci, qui d'ailleurs n'avaient pas réagi en avril à l'annonce de l'enlèvement des lycéennes, souhaitent se montrer à l'initiative. Reste la possibilité que cette indication favorable ait été fournie



à Goodluck Jonathan, par Londres et Washington, où l'on est probablement aussi intéressé à la tenue du sommet que désireux de ne pas apparaître en première ligne. De là à penser que Paris agit à la sollicitation principale de Washington, il n'y a qu'un pas que certains franchissent, au Nigéria comme à l'extérieur. Ils font valoir

(suite page 2)

Sommet de l'Élysée contre Boko Haram (suite)

dans ce sens que l'entrée en lice ces derniers jours de l'épouse du Président américain, pour appeler les opinions publiques à se mobiliser en faveur de la libération des lycéennes, ne peut pas relever d'une simple coïncidence.

POUR QUOI FAIRE ?

L'explication donnée à la presse et à travers elle aux opinions publiques est la suivante: il s'agit d'aider les autorités nigériennes, d'abord à retrouver les jeunes filles et à obtenir leur libération, ensuite à « éradiquer » le mouvement Boko Haram, considéré sous le seul angle de ses actions terroristes. En paroles le projet paraît simple. En réalité il est compliqué.

« LIBÉRER LES LYCÉENNES »

Obtenir la libération des jeunes filles nécessite, si on les veut vivantes, que l'on entre en négociation. Mais comment négocier avec Boko Haram alors que l'on proclame publiquement la volonté de détruire le mouvement ? On peut certes tenter de sortir temporairement de cette logique négative en ouvrant en discrètement des contacts indirects et en procédant à des échanges. Mais le gouvernement de Lagos a déjà rejeté la demande de libération des membres de Boko Haram détenus dans les prisons nigériennes. Va-t-on alors proposer aux rebelles une rançon en espèces ? Rien n'assure qu'ils acceptent, et encore moins qu'ils acceptent une somme raisonnable, alors que l'émotion suscitée autour du sort des jeunes filles a certainement fait monter vertigineusement les éventuelles exigences en ce domaine. De plus le paiement d'une telle rançon viendrait grossir le trésor de guerre de Boko Haram. Va-t-on tenter de libé-

rer les lycéennes par une action de force, alors même que l'on dit ne pas en vouloir dans la mesure où elle pourrait leur coûter la vie ? Les perspectives d'action paraissent aussi confuses que les informations dont on dispose sur la situation au Nigéria.

C'est sans doute pourquoi il est annoncé qu'une plateforme de renseignement va être établie à Abuja, par les services spéciaux des pays participant au sommet de Paris et par ceux des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni. Elle pourra disposer de moyens substantiels en personnels et en matériels. Il est précisé que ce dispositif, en fait déjà partiellement en place à Abuja, est placé sous l'autorité du Nigéria. Il est entendu, redit-on, qu'il n'y aura pas d'intervention militaire étrangère.

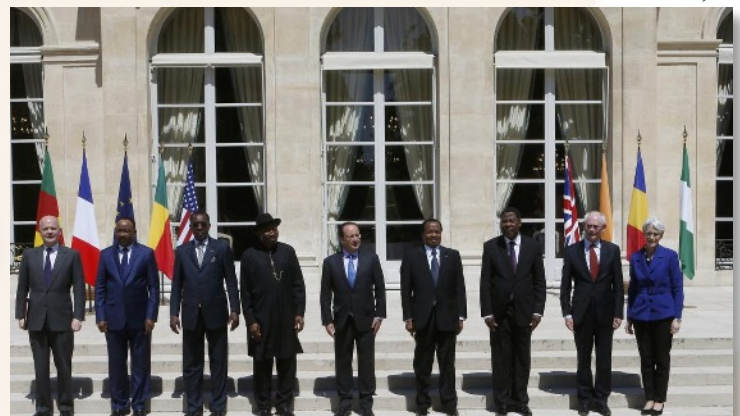
On peut aisément croire que les Occidentaux ne prévoient pas aujourd'hui d'envoyer des troupes en nombre au Nigéria. Ce serait en effet prendre le risque politique et moral d'ajouter durablement la violence à la violence, et de s'atti-

rer l'hostilité d'une très grande partie de la population et même de l'armée nigérienne qui n'entend pas être dépossédée dans son pays et dont les chefs ont annoncé le 26 mai à grand renfort de presse qu'ils avaient localisé les captives. Mais on voit bien que le dispositif de renseignement que les Occidentaux mettent en place est d'abord militaire, que les matériels d'écoute et d'observation

détention - et dans le temps, entre quelques heures et quelques jours.

« ÉRADIQUER BOKO HARAM »

Le deuxième terme du projet annoncé à l'issue du sommet de Paris - aider le Nigéria à « éradiquer Boko Haram » - ouvre sur un terrain glissant. Il importe si l'on y entre effectivement, de ne pas se trouver entraîné volens nolens, à



sont d'ordre militaire, que les hommes envoyés au Nigéria sont des officiers et des spécialistes des armées. Il serait donc bien étonnant que ces militaires ne soient pas appelés à participer directement sur le terrain à une brève opération de libération des jeunes filles enlevées. L'arrivée récente au Tchad d'une centaine de militaires des forces spéciales des États-Unis, correspond probablement à l'hypothèse d'une action commando, par définition limitée dans l'espace - le lieu de

passer du conseil dans les bureaux de la capitale au conseil sur le terrain ; de la formation dans les casernes à la formation sur le terrain ; puis de la présence d'officiers ou de techniciens sur le terrain, à la présence de troupes en nombre sur le terrain... Du côté français, il faudra s'en garder, autant sur le plan moral que sur le plan politique, et en tout cas pour éviter de mettre en danger par contrecoup, la sécurité des ressortissants français au Nigéria et des entreprises françaises implantées dans ce pays. □



En Centrafrique encore

En Centrafrique, le sang coule, toujours en divers lieux du pays, et encore dans la capitale. Une guerre civile aux contours incertains, mi ethnique mi religieuse, se poursuit et se développe. Les premiers succès obtenus début décembre 2013 à Bangui par les forces d'intervention extérieures, pour écarter les troupes rebelles de la Seleka et désarmer beaucoup de ses membres, n'ont pas ramené le calme dans la ville et dans le pays, où une fièvre de violence de part et d'autre s'est emparée des esprits.

Une guerre civile confuse

Des groupes issus de la majorité de la population à 80 % chrétienne ou animiste, s'en prennent à la minorité musulmane (20 %) accusée d'avoir soutenu la rébellion Seleka, qui descendant du nord avait pris le pouvoir en 2013 dans le pays puis dans la capitale et s'y était maintenue par la terreur, autour de son leader alors installé au palais présidentiel, le Président Djotodia et aujourd'hui déchu. Les musulmans ripostent quand ils le peuvent et pour la plupart, pliant sous le nombre, s'enfuient vers d'autres régions en Centrafrique ou vers les pays voisins, notamment le Tchad et le Cameroun. Des bandes de droit commun en profitent pour voler, piller, et abuser de la situation en toutes choses, sans hésiter bien sûr à se présenter en justiciers d'une cause ou de l'autre. Une journaliste française Camille Lepage, tombée dans une embuscade le 11 mai à proximité de la frontière camerounaise, avec un groupe anti Seleka qu'elle accompagnait, y a trouvé la mort.



Des troupes étrangères en situation ambiguë

Les troupes étrangères venues apporter paix et sécurité aux populations, n'y parviennent pas. Elles ne sont pas en situation de le faire. D'une part parce qu'elles ne sont pas assez nombreuses, avec quelques milliers d'hommes sur un territoire aussi vaste que les deux tiers de la France ; d'autre part parce que les armées par définition sont faites pour la guerre, mais ne sont pas faites pour assurer le maintien de l'ordre au sein des populations civiles, pour faire face à des mouvements de foules, ou pour réagir à des affrontements de quartiers qui dégénèrent en pillages et en violences spontanées, ou pour traiter des rencontres entre civils hostiles et qui se transforment en quelques secondes en lynchage du plus faible.

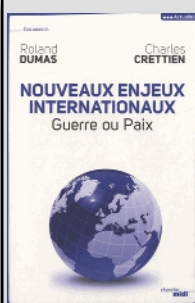
Les mêmes troupes étrangères ont commencé du coup à être mises en cause, par l'une ou l'autre partie pour une prétendue « partialité », voire par les deux parties pour « insuffisance ». L'armée tchadienne a été la première à être accusée de partialité en faveur de la Seleka et des populations musulmanes en danger après la chute du Président



Djotodia, à tel point que le Président tchadien a annoncé le retrait du contingent tchadien. C'est au tour de l'armée française maintenant d'essuyer des critiques en sens inverse : celles-ci viennent d'abord des représentants de la Seleka, dont les principaux chefs se sont repliés à l'est vers la ville de Bambari, et qui considèrent que les Français en désarmant prioritairement beaucoup de leurs hommes ont laissé libre champ aux agressions sur les musulmans. Ces critiques sont reprises par de nombreux musulmans qui réclament le départ des forces françaises. Cela n'empêche pas des tenants du nouveau pouvoir, installé contre la Seleka par le gouvernement français et par les dirigeants d'Afrique centrale, de se plaindre de l'action de la communauté internationale, jugée trop molle et trop lente.

Les forces étrangères n'ont pas augmenté depuis que l'ONU a autorisé début décembre 2013 une intervention internationale. Les troupes africaines - 5000 militaires - sont plutôt moins nombreuses à être opérationnelles sur le terrain. Les forces françaises, au demeurant excellentes, sont montées de 1600 hommes à 2000. Le contingent européen annoncé à 1000, n'y est pas encore. Quant aux 12.000 hommes dont l'ONU prépare l'envoi en Centrafrique, on indique qu'ils devraient arriver en septembre... Quoiqu'il en soit, si l'addition des forces pourrait permettre à l'automne de mieux sécuriser la capitale et quelques centres urbains, le pays ne serait pas couvert. Quoiqu'il en soit aussi, la problématique du maintien de l'ordre par des armées étrangères resterait entière. □





Nouveaux enjeux internationaux - Guerre ou paix

Roland Dumas, Charles Crettien

Collection Documents
Éditions du Cherche Midi.

Un ouvrage exceptionnel, tant sur le fond que dans la forme.

Des analyses décapantes.

Une vraie vision de l'avenir. Loin de la pensée unique, une libre réflexion sur l'actualité et sur les choix essentiels pour demain. Un guide précieux sur le chemin de la vérité, contre les dérives guerrières, au service de la Paix.

ISBN : 978-2-7491-3610-3 • mai 2014 • 168 pages - Prix éditeur : 17 €

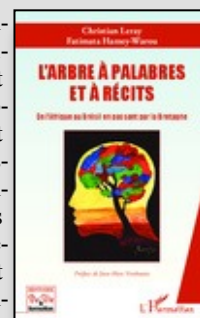
L'arbre à palabres et à récits

De l'Afrique au Brésil en passant par la Bretagne

Fatimata Hamey-Warou, Christian Leray
Histoire de vie et formation. Education Formation Immigration, Interculturel Témoignage, Autobiographie, Récit Afrique Noire, Amérique Latine Europe, Amériques, Brésil France Niger
Éditions l'Harmattan

En croisant leurs récits de vie sous l'Arbre à palabres, les auteurs montrent que cet Arbre

interculturel, en donnant la voix aux citoyens invisibles, peut développer du lien social dans les quartiers et différentes structures associatives et institutionnelles. Les participants en exprimant leurs récits de vie oralement puis par écrit, apprennent à mieux se connaître afin de vivre et agir ensemble pour faire société, tout en mutualisant leurs savoirs et compétences.



ISBN : 978-2-343-03339-6 • mai 2014 • 234 pages - Prix éditeur : 23 € 21,85 €

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Angola/France

• 28-30 avril : visite officielle à Paris du Président Dos Santos ; les deux parties soulignent leur intention de développer leur coopération économique ; l'Angola regorge de pétro dollars.

R.D.Congo/USA

• 4 mai : visite à Kinshasa du Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry.

Sud-Soudan

• 9 mai : le Président Salva Kiir et le Chef des rebelles Riek Machar se rencontrent à Addis Abbeba sur l'injonction du Secrétaire d'État des États-Unis et signent un accord de cessez le feu, qui sera difficile à appliquer sur le terrain.

Nigéria/France/Afrique centrale

• 17 mai : sommet à Paris pour la lutte contre Boko Haram.

R.D. Congo

• 21 mai : visite à Paris du Président Joseph Kabila. Entretien cordial à l'Élysée avec le Président Hollande.

Guinée-Bissau

• 21 mai : élection présidentielle. M. José Mario Vaz est élu à une confortable majorité (61%), un mois après que son parti, le PAIGC, ait emporté la majorité absolue des sièges à l'assemblée nationale.

Gabon

• 23-25 mai : L'édition 2014 au Gabon du New York Forum Africa, rassemble à Libreville un grand nombre de Chefs d'État, de gouvernements et de ministres, avec de nombreux représentants des milieux d'affaires gabonais, africains et internationaux. M. Laurent Fabius est présent.

Egypte

• 26-27 mai : élection présidentielle. Victoire programmée du Maréchal Sissi, dans un pays sous surveillance.



Colloque COFACE Afrique

Environnement et Opportunités
d'affaires

Casablanca, Maroc

11 juin 2014



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.